

Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N° 26 | AVRIL-MAI 2011

→ UN DOSSIER SPECIAL DE QUATRE PAGES



Jeunes et inégalités, une priorité pour 2012 ?

L'Afev publie le troisième rapport de l'Observatoire de la jeunesse solidaire

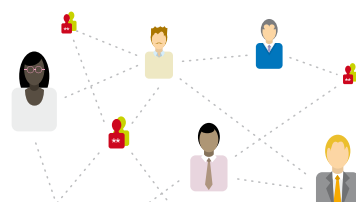
→ QUARTIERS ET UNIVERSITÉS



**L'AFEV, PREMIÈRE
DE CORDÉES**

PAGE 2

→ SOLIDARITÉ



**DES SALARIÉS QUI
S'ENGAGENT**

PAGE 2

→ CITOYENNETÉ



**AU COEUR DE LA VIE
ÉTUDIANTE**

PAGE 7

Volontariat, la preuve d'une jeunesse engagée !



Par **NICOLAS
DELESQUE**
Secrétaire
général de l'Afev

Ce mois de mars 2011 nous offre la possibilité de nous arrêter sur la question du rapport de notre société avec notre jeunesse. Il y a un an, la loi sur le service civique a été votée à l'Assemblée nationale : ce vote a consacré la revendication d'une partie des associations de jeunesse de voir enfin, dans notre pays, la reconnaissance d'un statut général du volontariat, en plus des volontariats européens et internationaux déjà existants. Le vote de cette loi a aussi reconnu l'importance pour notre société d'un cadre sécurisé permettant l'engagement des jeunes dans des actions d'utilité sociale, et par ricochet, l'importance de l'engagement lui-même. D'ailleurs le débat au Parlement a transcendé les clivages partisans, se soldant par un vote à la quasi unanimité des députés et sénateurs. Prise de conscience du politique, jusqu'au plus hautes instances de l'Etat, à offrir à notre jeunesse les moyens de sa participation au fonctionnement de notre société.

Offrant des perspectives ambitieuses pour atteindre en quatre ans 10% d'une classe d'âge en service volontaire, cette loi a été accompagnée de moyens importants. Ne restait plus qu'à « trouver les missions et convaincre les jeunes eux mêmes » comme

les initiateurs aimaient le rappeler aux associations à l'origine de cette revendication. Il ne s'agit pas pour nous de tomber dans l'angélisme, la perception de ce nouveau statut était diversement apprécié, certains craignant l'émergence d'un sous statut du salariat pour les jeunes, d'autres un moyen d'échapper au travail... Les motivations des parlementaires aussi étaient diverses, certains y voyaient le retour d'un service national disparu, d'autres un nouvel outil pour l'insertion des jeunes les moins diplômés, d'autres encore une réponse à certaines catastrophes qu'a connu notre pays, comme la canicule de l'été 2003.

Pour nous, ce nouveau statut a été avant toute chose, la concrétisation de notre slogan : la jeunesse comme ressource. Profitons de cette date anniversaire pour expliciter notre démarche et les similitudes que nous pouvons retrouver dans le service civique et l'organisation de l'engagement bénévole des étudiants à l'Afev.

Au moment du lancement de nos actions, il y a vingt ans, peu de personnes auraient parié sur notre réussite, arguant du manque d'enthousiasme de la jeunesse pour l'en-

gagement collectif, en oubliant que cette jeunesse justement était la première à être confrontée durablement à une pénurie d'emploi et donc à de multiples difficultés en cascade : logement, loisirs, vie familiale... Oubliant aussi que la jeunesse avait évolué à l'instar de notre société, que l'enjeu principal n'était plus uniquement l'accès à l'information mais bien de la rendre accessible à tous grâce à l'explosion des moyens de communication.

La jeunesse souhaite qu'on lui laisse sa place, rien que sa place, toute sa place : depuis le temps qu'on répète aux jeunes qu'ils sont l'avenir, ils ont fini par y croire !

Passer de l'organisation de la jeunesse à l'organisation des savoirs acquis par la jeunesse, telle est la démarche que nous voulons développer via le soutien à l'engagement. La réussite de notre projet associatif a montré que la jeunesse était prête à prendre sa place dans l'élaboration d'une société plus équitable, indiquant en creux que c'était peut-être notre

société qui avait un problème de confiance dans ses jeunes générations. Après un an d'expérience du service civique, nous voilà donc à l'heure d'un premier bilan, qui nous l'espérons fera l'objet d'un débat au Parlement. En 2010, les 10 000 postes programmés ont été atteints dans une situation assez confuse et avec peu d'informations – une

partie des budgets communication ayant été supprimée. En 2011, 15 000 postes sont ouverts, certaines associations comme l'Afev devant revoir à la baisse leurs projections pour cette année. Quel dommage que les 25 000 postes initialement prévus n'aient pas été inscrits au budget !

Mais au-delà de ces incidents de parcours, la démonstration a encore été faite de l'envie d'engagement de notre jeunesse, comme l'a montré, ces vingt dernières années, l'engagement des étudiants dans les actions développées par l'Afev.

Les chiffres de notre nouvel Observatoire de la jeunesse montrent que la question de la jeunesse apparaît cruciale pour l'ensemble de la population. Notre enquête exclusive indique que 95% de nos concitoyens souhaitent que l'avenir de la jeunesse figure en bonne place dans le futur débat électoral. Mais attention à la réponse à apporter : pour les Français, nous indique l'enquête, la question centrale est bien l'inégalité qui frappe une partie de la jeunesse face à l'éducation, l'insertion ou la santé, mais aussi face à sa prise de responsabilité citoyenne. La jeunesse ne demande pas l'aumône, elle ne demande pas non plus de dérogations... Et parce qu'elle n'est pas unique, elle n'a pas besoin non plus de réponses simplistes voire démagogiques. Elle souhaite qu'on lui laisse sa place, rien que sa place, mais toute sa place : depuis le temps qu'on répète aux jeunes qu'ils sont l'avenir, ils ont fini par y croire !

→ **LES CORDÉES DE LA REUSSITE**

Renforcer l'envie d'université pour les jeunes des quartiers

L'AFEV A SIGNÉ EN NOVEMBRE DERNIER LA **CHARTRE DES CORDÉES DE LA RÉUSSITE**, UN DISPOSITIF CRÉÉ POUR FAVORISER L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.



Engagée depuis vingt ans dans les quartiers populaires, l'Afev participe depuis 2008 au dispositif des « Cordées de la réussite » mis en place par le gouvernement, et au premier rang par les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Ville, pour favoriser l'égalité des chances dans l'accès aux formations du supérieur. Associée aujourd'hui à 16 Cordées, l'association est un partenaire majeur du dispositif, situation formalisée en novembre dernier par la signature de la Charte des Cordées de la réussite.

L'Afev ambitionne « à terme d'y impliquer ses 42 antennes locales, explique Elise Renaudin, directrice déléguée de l'Afev. La contribution de l'Afev dans les Cordées de la Réussite va se traduire par le développement du programme d'action "Collégiens aujourd'hui, étudiants demain" qui se composera d'actions d'accompagnement individualisé et d'actions collectives de sensibilisation et d'information à l'enseignement supérieur auprès des collégiens et de leurs familles. »

À LA DÉCOUVERTE DE L'UNIVERSITÉ

Lancé en 2006, le projet « Collégiens aujourd'hui, étudiants demain » s'adresse en priorité aux jeunes de 4e et 3e confrontés aux choix d'orientation. Il vise à lutter contre les inégalités de parcours en accompagnant les jeunes dans la découverte des filières et l'approche du monde de l'enseignement supérieur. C'est pourquoi ce travail sur l'orientation est souvent doublé

par l'organisation de « journées de découverte du monde universitaire », comme celle qui se tient chaque année en avril à Nantes.

Là, les collégiens peuvent se rendre sur le campus avec les bénévoles de l'Afev et se mettre dans la peau d'un futur élève de licence, master ou doctorat... Une sortie qui est l'occasion « de découvrir les lieux mais aussi d'échanger avec les étudiants, le personnel enseignant et administratif afin d'envisager leur parcours personnel au travers d'exemples concrets », explique Charles Amiot, délégué territorial de l'Afev à Nantes. Dans la même logique, les bénévoles de l'association à Nanterre proposent aux jeunes de réaliser un court-métrage sur l'orientation en imaginant un scénario impliquant les personnels de l'université. A chaque fois, le mot d'ordre est le même : favoriser chez ces jeunes « l'envie d'université ».

« LA PRINCIPALE DES CENSURES, C'EST L'AUTOCENSURE »

« Il est indispensable que les jeunes des quartiers sachent qu'ils ont leur place dans les établissements du supérieur qui les environnent, estime François Dulieu, chargé de mission au Conseil des études et de la vie universitaire de l'université de Cergy-Pointoise. La principale des censures c'est l'autocensure, et en ce sens l'action quotidienne des bénévoles de l'Afev contribue à ce que les jeunes prennent conscience des portes qu'ils peuvent ouvrir. »

L'université de Cergy-Pontoise et l'Afev sont partenaires dans l'un des dispositifs labellisés « Cordées de la réussite », visant à créer des ponts entre les collèges de Sarcelles et l'IUT de la ville. « L'un des enjeux actuels des établissements situés dans les quartiers populaires est de favoriser le recrutement des étudiants dans le bassin naturel, poursuit François Dulieu. Que les filières qui y ont été créées ces dernières années, et notamment les filières d'excellence comme les classes préparatoires, profitent d'abord aux jeunes des quartiers qui vivent alentour. »

PAUL FALZON-MONFERRAN

INTERVIEW DE MAURICE LEROY, MINISTRE DE LA VILLE

QUELS SONT LES OBJECTIFS DES CORDÉES DE LA RÉUSSITE ?

L'esprit de la politique de la ville, c'est de développer un vivre ensemble meilleur et cela passe autant par le développement des quartiers que par l'amélioration des conditions de vie pour leurs habitants. Politique de la ville et Cordées de la réussite partagent en cela l'esprit de la République : donner sa chance à chacun. Bien qu'encore jeunes, les Cordées sont un dispositif qui porte déjà ses fruits. Dernièrement, l'ESSEC accueillait sa nouvelle promotion de « Une grande école, pourquoi pas moi ? » et j'étais fier de voir ces 300 jeunes et leurs familles entrer dans cette chaîne de solidarité. Aujourd'hui, il existe plus de 250 Cordées sur tout le territoire qui concernent 14 000 jeunes. Nous devons aller encore plus loin ! Notre objectif est de rapidement passer à 300 Cordées et de renforcer celles qui existent déjà.

Je vous le redis, je crois profondément à ce modèle de transmission et d'accompagnement. Je suis moi-même issu d'un milieu très populaire et je sais combien il est difficile de s'engager dans des études supérieures lorsque le contexte familial est compliqué. J'ai beaucoup travaillé, sans les Cordées à l'époque, mais avec l'aide de personnes qui ont largement contribué à la réussite de mes études. C'était une autre forme de solidarité !

L'AFEV A SIGNÉ LA CHARTRE NATIONALE DES CORDÉES DE LA RÉUSSITE LE 24 NOVEMBRE 2010. QU'ATTENDEZ-VOUS D'UNE ASSOCIATION COMME LA NÔTRE ?

Vous l'avez compris, je serai toujours du côté de ceux qui tendent la main, de ceux qui veulent donner une chance à chacun de s'accomplir comme ils le souhaitent. L'Afev a fait ses preuves en étant toujours un partenaire actif et innovant de la politique de la ville. Les objectifs que nous poursuivons ne peuvent être réalisés qu'avec l'énergie de tous les acteurs et je compte sur l'Afev pour continuer à se mobiliser. Pour plus de solidarité, pour vivre mieux ensemble demain, nous agissons ensemble et je suis heureux de pouvoir compter sur l'Afev dans cette formidable aventure qui est avant tout une aventure humaine.

Retrouver l'intégralité de l'interview sur www.afev.org

→ **CITOYENNETÉ**

AGIR AVEC L'AFEV AU SEIN DES ENTREPRISES

POUR LES SALARIÉS QUI SOUHAITENT S'ENGAGER DANS DES ACTIONS DE SOLIDARITÉ, AUX CÔTÉS DES ÉTUDIANTS BÉNÉVOLES ET DES JEUNES ACCOMPAGNÉS, L'AFEV CRÉE EN CETTE ANNÉE 2011 LE RÉSEAU DES ENTREPRISES SOLIDAIRES.

Constitué en ce début d'année 2011, le Réseau des entreprises solidaires de l'Afev vise à rapprocher les jeunes des quartiers populaires du monde professionnel. Il s'agit notamment de « les aider à se projeter dans leur parcours scolaire afin de s'insérer socialement et professionnellement », explique Eunice Mangado-Lunetta, directrice déléguée de l'Afev. L'autre objectif étant de répondre à la demande de salariés d'entreprises partenaires de l'Afev, qui à titre individuel souhaiteraient aller plus loin : « Ces personnes trouvent dans l'accompagnement de jeunes une motivation personnelle et une utilité sociale, tandis que l'entreprise, elle, renforce son ancrage sur le territoire », résume Eunice Mangado-Lunetta.

POUR LE SALARIÉ AUSSI, « UNE RENCONTRE FORTE »

Déjà, dans plusieurs villes où l'association est implantée, des salariés font le choix de consacrer un peu de leur temps pour participer aux accompagne-

ments de jeunes en fragilité ou pour organiser des opérations de mécénat. Luis Asensio, de la société Clextal de Saint-Etienne, raconte : « Avec quelques salariés, on a organisé une visite de notre entreprise afin de montrer aux jeunes suivis par l'Afev que, quel que soit le niveau de formation des salariés, chacun pouvait s'épanouir. » Ces salariés ont aussi organisé dans l'entreprise une collecte de livres destinée à enrichir la nouvelle bibliothèque de l'Afev à Saint-Etienne.

Autre société engagée de longue date auprès de l'Afev, BNP Paribas a proposé en 2009 à ses salariés parisiens d'accueillir jeunes et bénévoles de l'Afev au cours de rencontres régulières. Dominique Bellion se souvient d'« une rencontre forte » : « Au début, ce jeune était intimidé, mais au fur et à mesure, par des discussions notamment autour de mon parcours qui n'était pas linéaire (tant au niveau des études que des métiers exercés), je lui ai fait comprendre qu'à son âge, toutes les portes étaient ouvertes. »

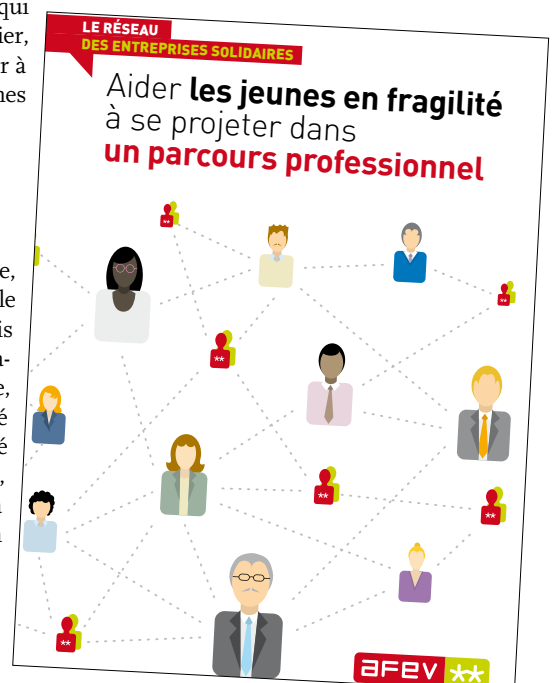
Avec la constitution du Réseau des entreprises solidaires, la mise en place de telles actions sera plus simple : l'Afev proposera aux sociétés partenaires

des pistes d'action pour les salariés qui souhaitent s'investir. Présenter son métier, accueillir des jeunes en stages, participer à un projet collectif de solidarité : les formes d'engagement sont multiples.

TROIS TEMPS DE RENCONTRE DANS ET HORS L'ENTREPRISE

Au sein de la société ATR de Toulouse, l'une des premières à avoir rejoint le Réseau des entreprises solidaires, trois temps sont envisagés pour les 27 salariés impliqués : une visite de l'entreprise, comprenant des échanges avec le salarié sur son métier ; un temps à l'université pour faire découvrir le campus, les lieux, les associations ; et enfin une sortie à l'initiative du salarié en concertation avec l'étudiant et le jeune accompagné. Lancées courant mars, les premières rencontres se poursuivront d'ici la fin de cette année scolaire.

P.F.M





Jeunes et inégalités : Double peine sociale pour les jeunes des quartiers populaires

VARIABLES D'AJUSTEMENT AU SEIN DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE, LES JEUNES SONT AUSSI PEU SOUTENUS DANS LE CADRE DES POLITIQUES PUBLIQUES, SOULIGNE **CÉCILE VAN DE VELDE**, CHERCHEUSE SPÉCIALISTE EN SOCIOLOGIE COMPARÉE DE LA JEUNESSE, DES ÂGES ET DES GÉNÉRATIONS EN EUROPE, ET MARRAINE POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE DE L'OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE.



Volontaires ! Près de trois Français sur quatre déclarent avoir une image positive des jeunes. Qu'en pensez-vous ?

Cécile Van de Velde C'est vrai, et ce chiffre monte à 90% lorsqu'on leur pose la même question concernant les jeunes qu'ils connaissent. Plus frappant, il tombe à 39% quand il est question de leur perception des jeunes issus des quartiers populaires – on peut le formuler autrement : deux tiers des Français ont une image négative de ces jeunes.

Cette perception s'assombrit rapidement dès qu'il s'agit d'une jeunesse qu'ils ne

Volontaires ! Et que dire de leur vif sentiment que les inégalités sociales s'accroissent, ces dernières années ?

CVdV 89% d'entre eux affirment qu'elles s'accroissent entre les Français, et ils sont légèrement moins nombreux (85%) à estimer qu'il en va de même entre les jeunes. Cela dit, ces deux chiffres sont considérables. La société est perçue comme plus inégalitaire, plus injuste, et les jeunes portent cette injustice.

Il apparaît également qu'en ce qui concerne les jeunes, le courage et le mérite sont salués, comme la responsabilité individuelle : 26% de ceux qui perçoivent positivement les jeunes issus des quartiers populaires (et dans une moindre mesure, 20% de ceux qui font le même diagnostic sur l'ensemble de cette génération) trouvent qu'ils sont « courageux et ont du mérite », 88% des sondés pensent que la réussite des jeunes dépend de leurs efforts pour surmonter les difficultés... C'est donc un modèle libéral qui s'exprime ainsi, induisant l'idée que les jeunes seraient seuls responsables de leurs échecs. Leur réussite dépendrait surtout de leurs efforts.

Volontaires ! De leurs seuls efforts ?

CVdV Pas uniquement, et il s'agit d'ailleurs, ici, d'une vraie nouveauté : à côté de chiffres plus connus pour expliquer les inégalités, comme deux tiers des sondés estimant que leur réussite dépend aussi de leur origine

sociale ou de leur établissement scolaire, 64% d'entre eux pensent également que leur lieu d'habitation joue un grand rôle. Le fait que les Français aient fortement conscience de l'impact du lieu d'habitation sur la réussite des individus constitue une bonne nouvelle, mais aussi un phénomène très nouveau.

Volontaires ! À quoi doit-on cela ?

CVdV À une médiatisation et une réflexion autour du concept de quartiers, en grande partie. Mais malgré cette prise de conscience, tout reste loin d'être parfait. Si l'on prend les chiffres à l'envers, il est saisissant de constater, par exemple, qu'un tiers des personnes sondées déclarent que les inégalités sociales ne proviennent pas des origines sociales. C'est beaucoup, quand on y pense !

Qui plus est, les quartiers populaires, comme la jeunesse, souffrent d'une perception complexe : en même temps qu'on les plaint, on les condamne, et une nette confusion persiste entre jeunes issus des quartiers populaires et jeunes délinquants. Les Français n'ont pas forcément conscience des causes structurelles expliquant les inégalités entre les jeunes, et certains sont encore peu au fait des réalités : un sondé sur quatre estime, par exemple, que les jeunes ne sont pas inégaux face à la réussite scolaire ou à l'accès à l'autonomie financière. Troublant.

Volontaires ! En termes de comparaison internationale et sur la question de la jeunesse, que pouvez-vous nous apprendre ?

CVdV En ce qui concerne la place de la jeunesse dans le débat public, la France apparaît plus proche du Japon que de ses voisins européens ou scandinaves. La situation y est comparable, avec une jeunesse oubliée dans une société qui vieillit de plus en plus, victime d'un regard méfiant et d'une résignation collective face à l'idée de « génération sacrifiée ». L'insertion professionnelle y est également difficile, le pessimisme profond et le stress à l'école généralisés. Cette situation est également en partie comparable avec celle des pays du Sud de l'Europe, comme la Grèce ou l'Italie même si, dans ces deux derniers pays, les questions se posent plus tardivement – la génération arrivant sur le marché du travail étant parfois la première à avoir fait des études. Les jeunes Grecs croient encore en les diplômes, alors qu'en France, la désillusion, sur ce sujet, est pregnante.

Volontaires ! Qu'en est-il dans les pays du Nord, et anglo-saxons ?

CVdV En Suède, par exemple, l'Etat a réagi fortement et rapidement face à la hausse du chômage des jeunes. Quant aux pays anglo-saxons, ils sont surtout sujet à la question d'une jeunesse surendettée. Chez eux, les jeunes doivent

Le diplôme ne doit pas constituer l'unique sésame avant 25 ans, sous peine de constituer un impitoyable couperet.

CÉCILE VAN DE VELDE



fréquentent pas, et qu'ils ne perçoivent donc qu'à travers le filtre médiatique. Ce genre de filtre me fait penser à ces forts scores du FN dans des territoires de très faible immigration.

Et même en ce qui concerne l'ensemble des jeunes, un quart des 27% affirmant en avoir une image négative les considèrent comme des délinquants ou des drogués. Les Espagnols, à ce titre, ont une bien meilleure image de leurs jeunes.

payer le prix fort pour leurs études et espèrent rembourser plus tard leurs dettes, après avoir accédé à la vie active. La conséquence est immédiate : ils sont mieux lotis en période de croissance, mais en cas de crise, leur situation devient catastrophique.

Volontaires ! Les jeunes sont-ils les premières victimes, en France, en temps de crise ?

CVdV C'est plus compliqué et plus profond que cela. D'une part, certes, en cas de crise, les modèles corporatistes protègent ceux qui sont d'ores et déjà bien insérés dans la vie active. Ceux qui en pâtissent le plus sont donc ceux qui n'étaient pas installés lorsqu'elle éclate. Et a fortiori, en l'occurrence, la jeunesse populaire des quartiers. La dichotomie est très nette entre les « très protégés » et ceux qui chutent. Au Japon, cette dualité existe, au sein même de la jeunesse, entre d'un côté ceux qui sont traqués par les recruteurs (nos Bac+5 et élèves de Grandes Ecoles), et de l'autre les « Freeters », des 15-34 ans avec souvent un bagage universitaire mais sans situation professionnelle stable et, pour tout dire, sans avenir déterminé. En France, cela s'illustre par le tropisme, l'obsession du CDI ou par la course aux diplômes.

Car en cas de crise, et c'est le second aspect préoccupant, la cohorte qui servira de variable d'ajustement – les nouveaux entrants, donc – risquent de le payer tout au long de leur vie. Cet effet de cohorte alimente la sensation d'une génération sacrifiée, puisque quand la croissance revient, c'est la génération suivante qui en bénéficie en premier lieu. La crise fige les destins.

Volontaires ! Autre chiffre surprenant : 95% des sondés pensent qu'il est important de faire de la jeunesse l'une des priorités lors de la prochaine présidentielle. Une quasi-unanimité...

CVdV Oui, et en affinant l'analyse, on s'aperçoit que plus augmente l'âge des sondés, plus nombreux sont ceux estimant qu'il est très important de le faire : 47% des 15-24 ans contre 60% des 50-64 ans ! De fait, le destin des individus se décide de plus en plus tôt, dans l'intragénérationnel. Pour y remédier, on peut proposer deux axes principaux de réflexion : le rapport à l'école et le versant économique.

L'Ecole devrait s'ouvrir davantage, intégrer l'idée qu'elle forme des adultes avant de former des diplômés. Il faut élargir le spectre de l'Ecole, et élargir, en même temps, le spectre du CV pour les employeurs. Le diplôme ne doit pas constituer l'unique sésame avant 25 ans, sous peine de constituer un impitoyable couperet. Aujourd'hui, il n'y a pas droit à l'erreur, à la réorientation, et nul n'existe professionnellement sans diplôme – ces derniers ne mettant aucunement en valeur l'extra-scolaire.

Sur le plan économique, la persistance d'une tutelle parentale sur la durée pose problème. Tous les acteurs, des banques aux recruteurs, en passant par les agents immobiliers, sont très frileux dès qu'il sont confrontés à des jeunes : pas de crédit, pas de logement sans caution parentale. Il est donc très important de proposer une aide à destination des jeunes, et non plus à destination des familles, des parents. Ceci pour accompagner l'accès des jeunes à leur autonomie. Pour ce faire, il faut arrêter de courir uniquement après « l'égalité des chances » à la française, et viser également une égalité réelle.

Jeunesses et inégalités : 20 personnalités s'expriment

À l'occasion de la publication de l'enquête exclusive « Les Français et les jeunes » le 30 mars, l'Afev publiera les réactions de 20 personnalités de la vie publique : élus, acteurs associatifs, journalistes, écrivains, sociologues... En plus des extraits publiés dans ce numéro de « Volontaires ! », découvrez toutes ces prises de position sur notre site :

www.jeunessesolidaire.org

→ LA JEUNESSE DANS LE DÉBAT PUBLIC

« Le reflet d'une société rongée par trop d'injustices »



PATRICK FAUCCONNIER, JOURNALISTE AU NOUVEL OBSERVATEUR, AUTEUR DE « LA FABRIQUE DES MEILLEURS » (SEUIL, 2005).

Volontaires ! Que vous évoque cette enquête ?

Patrick Fauconnier Plus d'un Français sur quatre a une image plutôt négative des jeunes. C'est un chiffre très élevé, qui semble accréditer l'idée que « la France n'aime pas sa jeunesse ». La jeunesse, c'est aussi le futur, l'avenir. Et la France passe son temps dans des célébrations du passé et l'ouverture de musées.

Vieux pays de culture rurale, nous manquons d'appétit en l'avenir, avançons avec l'idée qu'autrefois c'était le bon vieux temps, et que, depuis 1973, nous serions « en crise » - alors que nous sommes simplement dans un monde qui change, comme il l'a toujours fait ! Les Français croient que beaucoup de jeunes manquent de pêche, d'optimisme. En fait, ils ne sont que le reflet d'une société rongée par trop d'injustices. Pendant 50 ans, de 1960 à 2010, le pays n'a pas investi dans un grand campus ! Nous avons trouvé l'argent pour construire un grand opéra, un grand Louvre, une « grande arche » à La Défense, un grand stade, un porte-avions, mais pas pour un grand campus. L'opération Saclay sera la première du genre depuis l'édification de campus comme Grenoble ou Jussieu. Alors que sur la ZAC Rive Gauche à Paris, là où on a fait la « grande » bibliothèque, il y avait un emplacement rêvé pour un méga campus urbain qui aurait attiré des jeunes de toute la planète...

Volontaires ! Et concernant la perception des jeunes des quartiers ?

PF L'image plutôt négative dont ils sont victimes joue sur l'ensemble des résultats du sondage : ils constituent un sujet médiatique typique, dans lequel le positif est rarement montré.

Volontaires ! Les jeunes sont-ils créatifs et égoïstes ?

PF Pour 81 % des répondants, les jeunes sont inventifs et créatifs. Un beau score, aussitôt remis en cause par le fait que seulement 59 % trouvent qu'ils se prennent en main, et que 46 % les trouvent irresponsables - 63 % considérant qu'ils ne sont pas respectueux des règles... C'est très sévère, une sorte de lamentation sur le mode « les jeunes sont démobilisés, passifs... » Ce n'est pas nouveau. L'école ne les prépare pas à se monter actifs et entreprenants. Beaucoup sont désabusés. Mais dès qu'il s'agit des « jeunes qu'ils connaissent », 90 % des Français les trouvent formidables. A travers les critiques, plutôt que du vécu, c'est une crainte et un fantasme qui sont exprimés. Trouvant que la société est injuste avec eux, les jeunes semblent rebelles - mais il est évident qu'ils sont prêts à donner beaucoup. Des initiatives comme Unis Cités et le service civil sont à développer.

Volontaires ! La conscience des inégalités transparait également, dans l'enquête.

PF C'est la traduction réaliste d'une réalité ! Que l'Ecole ne soit plus considérée comme un réducteur d'inégalités et un ascenseur social est évident, hélas... Cela explique sûrement une bonne partie de la violence qu'on y observe, plutôt plus forte chez nous qu'à l'étranger. L'école française élimine trop précocement, a totalement raté l'apprentissage des fondamentaux (lire, écrire, compter) dans le Primaire, et on le

paye très cher. Des milliards qui auraient été investis dans le primaire auraient sûrement évité des milliards de dégâts en délinquance, méfaits de la drogue, « centres d'éducation renforcée » etc . Il faut d'urgence forcer sur le primaire afin que les choses se passent mieux au collège. Cesser d'organiser l'école comme une raffinerie qui sélectionne par l'échec, et en faire une pépinière où les profs sont des coaches et aident à réussir. S'ils ne veulent pas le faire et veulent se limiter à une strict rôle disciplinaire (enseigner leur discipline et partir), alors il faut introduire dans les collèges et lycées des adultes qui jouent ce rôle.

Volontaires ! L'émergence de la jeunesse comme question politique fondamentale, également ?

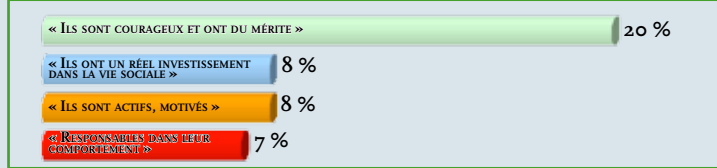
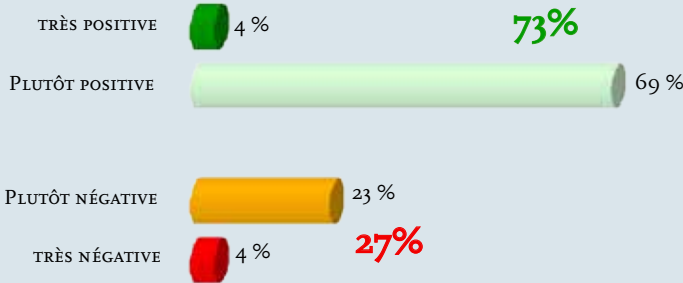
PF Que la jeunesse soit une des priorités de la prochaine élection, pour 95 % des répondants, est un plaisant constat, qui ne coûte pas cher. Hélas l'histoire montre que la réponse aurait été la même il y a 40, 30 ou 20 ans. Pourtant, il ne fut tenu aucun compte de cet impératif. Un exemple : en 1994, après que 500 000 jeunes aient envahi la rue quand le gouvernement Balladur avait voulu instaurer le CIP (alias « Smic jeunes »), le gouvernement calma la colère en lançant une méga consultation nationale auprès des jeunes. 1 300 000 réponses remontèrent au ministère qui alimentèrent une sorte de « cahier de doléances » géant. Un chercheur chevronné, Michel Fize, directeur de recherche au CNRS, fut chargé de dépouiller ce matériau, de l'ordonner par thèmes, et le tout fut publié dans un beau livre « Génération Courage » (Julliard). Qu'arriva-t-il ? Chirac fut élu en 1995, exécutait Balladur, et tout ce travail partit à la poubelle. Dans ce livre, on trouve des doléances encore totalement d'actualité : « rendre obligatoire l'information sur les filières et les carrières », « programmes trop lourds et inadaptés », « une meilleure relation école entreprise », « revaloriser les profs », « qu'on arrête de nous prendre pour des ânes », etc. Depuis, il y a encore eu une ou deux révolte(s), type CPE, montrant qu'en haut lieu, on a du mal à appréhender ce sujet.

Volontaires ! Un mot de conclusion ?

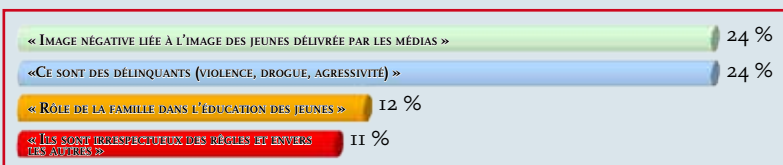
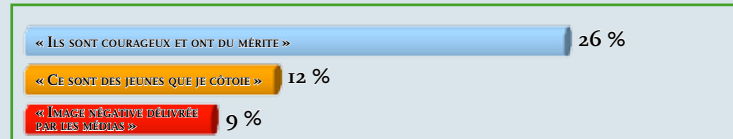
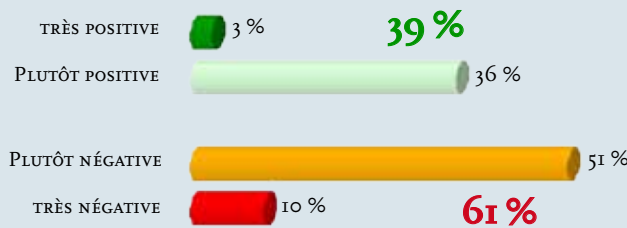
PF Les jeunes sont par nature perçus comme des casse-pattes : ils demandent des choses qui bousculent les ordres établis. Cette fonction de « bousculer les ordres établis » est nécessaire au progrès d'une société, quelles que soient les réponses apportées aux demandes de changement. Les jeunes sont le poil-à-gratter de la société, ils sont comme les enfants dans une famille : chaque fois qu'ils posent une question dérangeante, c'est une bonne question. Le premier – mauvais - réflexe des parents est de tenter d'éluder la question. Soyons plus justes avec les jeunes. Quand c'est la guerre, on n'hésite pas à les envoyer au front. Pourquoi, dans la bataille économique, les laisse-t-on au chômage ? Le plus grand conquérant de l'histoire, Alexandre Le Grand, est mort à 33 ans. C'est l'âge auquel, chez nous, les jeunes commencent à peine à être indépendants.

(1) L'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes anime un réseau de 450 villes, départements et régions. Elle a participé avec l'Injep à l'élaboration de l'enquête sur les Français et les jeunes.

Diriez-vous des jeunes, au travers de leurs comportements, de leurs actions dans la société, que vous en avez une image...



Et, plus précisément, concernant les jeunes issus de quartiers populaires, diriez-vous que vous en avez une image...



→ JEUNESSE, LA QUESTION SOCIALE

« UNE PERCEPTION ENCORE TRÈS NÉGATIVE DE LA CAPACITÉ DES JEUNES À SE PRENDRE EN MAIN »

NAJAT VALLAUD-BELKACEM, ADJOINTE AU MAIRE DE LYON, CHARGÉE DES GRANDS ÉVÉNEMENTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE



Volontaires ! Que pensez-vous du décalage de perception des Français à l'égard des jeunes en général et des jeunes issus des quartiers populaires ?

Najat Vallaud-Belkacem Ces chiffres illustrent un paradoxe persistant et qui semble s'approfondir d'année en année : le consensus est très

large pour reconnaître la gravité de la crise sociale que traverse la jeunesse, et l'enjeu majeur que cela représente pour le pays, et en même temps, on constate un refus assez net de toute politique spécifique d'amortisseur social ou de réduction directe des inégalités, perçue comme une forme d'assistanat qui aggraverait encore la situation.

C'est un paradoxe de l'opinion qui joue sans doute un rôle assez important dans le blocage des politiques publiques en direction de la jeunesse. Il y a une perception encore très négative, chez les Français, de la capacité des jeunes à se prendre en main. Dès qu'il s'agit du monde étudiant, en revanche, la tendance s'inverse : on sent bien que la notion de mérite, et donc d'équité républicaine devant l'effort, est très présente dans cette perception de la situation.

Volontaires ! Plus de trois quarts des Français interrogés estiment que les jeunes sont « un atout pour la société », qu'ils sont « créatifs et inventifs » et « s'adaptent facilement ». Pour autant, les inégalités persistent entre eux et les Français les accusent d'être peu investis dans la vie sociale et locale. Qu'en pensez-vous ?

NVB : Là-encore, je constate une profonde inadéquation entre les qualités que l'on reconnaît volontiers à la jeunesse d'une manière générale, et la place qu'on lui accorde concrètement dans la société. C'est une forme d'hypocrisie collective. Ne pas considérer la jeunesse comme notre principal levier pour construire la société de demain n'est pas seulement une injustice, mais constitue un

immense gâchis sur le plan économique et social, mais aussi sur un plan politique et culturel, au sens le plus large.

L'essentiel des choix stratégiques, notamment, qui auraient dû préparer la France à devenir une société de la connaissance basée très largement sur un haut niveau d'éducation, d'enseignement et de formation n'ont pas été faits depuis plusieurs décennies. Les jeunes en sont parfaitement conscients lorsqu'ils s'inquiètent, par exemple, de ce que valent leurs diplômes ou du sort qui leur est réservé dans les entreprises, en début de carrière.

Nous parlons en effet d'une génération qui, globalement, a fait des études, obtenu des diplômes, fait un certain nombre de sacrifices pour s'adapter aux « réalités » et qui, aujourd'hui, n'arrive pas à accéder au marché du travail, ne parvient pas à s'installer et à progresser socialement, ne peut pas se loger convenablement, et n'entrevoit qu'une perspective de déclassement pour la suite : santé, éducation des enfants, pouvoir d'achat, retraites. On comprend, que dans un tel contexte, les jeunes sachent faire preuve de créativité et de souplesse... mais cela explique aussi une certaine forme de réticence à s'investir dans une société qui, elle-même, ne lui fait pas entièrement confiance lorsqu'il faut passer à l'acte.

Volontaires ! La quasi-totalité de l'échantillon souhaite faire de la question de la jeunesse l'un des enjeux majeurs de la prochaine présidentielle. Selon vous, la sphère publique est-elle déconnectée de la jeunesse ?

NVB : A Lyon, je pilote la politique municipale en direction des jeunes, notamment à travers un réseau très dense et très actif de 28 MJC et Centre Sociaux, dont beaucoup sont implantés dans des territoires prioritaires pour la politique de la ville. C'est-là que se font les expérimentations tous les jours. J'encourage toutes les initiatives innovantes car personne ne détient la bonne recette pour sensibiliser les jeunes et faire reculer les inégalités. Nous sommes

nombreux à agir ainsi au niveau local, avec les moyens dont nous disposons, mais ce qu'il faut surtout pour construire une politique de la jeunesse à la hauteur des défis, c'est un minimum de constance dans le cap fixé au niveau de l'Etat.

Cette improvisation permanente, cette instabilité chronique des objectifs à réaliser, cette incapacité à tenir plus de deux ou trois mois un engagement avant d'en prendre d'autres, parfaitement contradictoires les uns avec les autres, restera d'ailleurs comme une signature du sarkozysme comme mode de gouvernance. On sait ce que cela donne pour les services de l'Etat et les grands corps de la fonction publique, dans presque tous les domaines. On sait moins les conséquences désastreuses que cette façon de faire peut avoir sur les acteurs de terrain, et notamment les associations - qui ont à peine le temps d'investir dans la mise en œuvre d'une action qui leur a été confiée que les financements ont disparu pour aller financer une nouvelle priorité.

Toutes les associations qui œuvrent dans le domaine de la jeunesse me le disent tous les jours : les mesures, les plans, les dispositifs, les expérimentations, les annonces ne cessent de se succéder et de se remplacer, et avec elles les lignes de crédit. Moi aussi, je suis pour l'expérimentation et l'innovation sociale, mais pas au point de substituer cette méthode à toute autre forme d'action publique, notamment une politique gouvernementale responsable fixant un cadre et tenant ses engagements.

A l'échelle des villes, départements et régions, nous faisons beaucoup, mais nous ne pouvons nous substituer à l'Etat, pour des raisons financières mais aussi pour des raisons de principe - ne serait-ce que pour assurer une égalité de traitement sur le territoire national. Dans ce contexte, oui, bien sûr, la jeunesse doit être au cœur de l'agenda politique des prochaines années : il faudra être capable d'imposer un débat à la bonne hauteur de vue, pour que les solutions à mettre en œuvre soient à la mesure des enjeux.

→ JEUNESSES ET INÉGALITÉS

« EN MARGINALISANT SA JEUNESSE, LE PAYS SE COUPE LES AILES »

RAMA YADE, AUTEUR DE LETTRE À LA JEUNESSE (GRASSET, 2010)



Volontaires ! 73% des Français ont une image positive de la jeunesse. Qu'en pensez-vous ?

Rama Yade Ce qui ressortait l'an dernier de votre étude, c'était plutôt le pessimisme des Français à leur égard. Sans doute faut-il y voir une prise de conscience forte de la situation des jeunes, qui constituent, avec les effets de la crise, la fraction la plus souffrante de la population. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que leur courage et leur mérite soient si nettement soulignés. C'est une vraie différence par rapport à l'année dernière.

Volontaires ! Ce chiffre tombe pourtant à 39% lorsqu'il s'agit des jeunes issus des quartiers populaires...

RY L'image des jeunes des cités que les médias projettent est négative dans 99% des reportages. Il se focalisent sur les phénomènes les plus violents, les plus spectaculaires. Pourtant, quand on fait la démarche d'aller voir les jeunes dans les quartiers, on constate que beaucoup d'entre eux ne sont pas des délinquants mais des jeunes qui se battent pour s'en sortir, qui prennent des initiatives, qui portent des projets. Mais ceux-là on ne les voit qu'épisodiquement, et ils sont présentés comme des exceptions quand ils entrent à Sciences Po ou quand ils sont primés dans le cadre de Talents des cités...

Volontaires ! Deux tiers des Français semblent également avoir pris conscience de l'influence du lieu d'habitation sur leur réussite...

RY Malgré le caractère tabou de cette question, les Français expriment ici une réelle lucidité. D'où les stratégies immobilières qu'ils mettent en œuvre pour inscrire leurs enfants dans les bons établissements. Ce chiffre de 64% concerne d'ailleurs aussi bien le lieu d'habitation que l'établissement scolaire : dans l'esprit des gens, l'assimilation entre ces deux réalités est totale. L'école n'est pas gratuite - les inégalités s'y renforcent sur la base d'éléments payants (comme les cours particuliers) -, ni égalitaire, puisque des stratégies d'évitement de certaines écoles existent bel et bien : choix des langues étrangères, des langues mortes, de l'habitat... Au-delà de ce qui a été réalisé récemment pour les lycées ou les universités, tout ceci confirme l'urgence d'une réforme encore plus profonde de l'école.

Volontaires ! Que pensez-vous du fait que 95% des sondés souhaitent que la question de la jeunesse constitue l'une des priorités pour la prochaine présidentielle ?

RY Cette question constitue en effet la priorité numéro une, puisqu'à travers elle, on pose celle de l'avenir de la France. De quoi parle-t-on le plus, à table, en famille ? De l'avenir du jeune. Or ce sujet demeure quasiment absent dans les débats politiques. Tous nos problèmes découlent de là : j'ai la conviction que le pessimisme ambiant tient à ces 150 000 jeunes qui sortent chaque année du système

scolaire sans diplôme - à l'échelle d'une génération, 3 millions de personnes ! Des fossés dramatiques existent entre les 4% de jeunes qui ont accès aux grandes écoles et les 23% qui sont au chômage. En marginalisant sa jeunesse, le pays se coupe les ailes, notamment en termes d'innovation.

Volontaires ! Comment comprenez-vous que 46% des Français reprochent aux jeunes leur faible investissement social ou local ?

RY Comme ils se débattent avec leurs problèmes, considérables, les jeunes disposent de peu de temps pour s'investir. Cela dit, l'offre, en termes d'investissement, reste très insuffisante par rapport à leur désir d'engagement, massif. Les jeunes n'attendent que de renouer avec la politique, par d'autres moyens - comme l'associatif.

Volontaires ! Ces résultats vous satisfont-ils ?

RY J'ai ressenti une certaine émotion en lisant par exemple les chiffres sur le mérite et le courage des jeunes. Enfin, on affiche un peu de compréhension à leur égard. Les défis de la jeunesse ne concernent plus seulement les jeunes : les Français sentent qu'à travers eux, c'est l'avenir de notre pays qui est posé. La génération de la crise porte tout sur ses épaules. Or désormais, il semble possible d'aborder ce sujet sans avoir l'impression de déranger...

Volontaires ! Quels sont aujourd'hui, selon vous, les autres défis auxquels est confrontée

notre jeunesse ?

RY La jeunesse englobe aussi bien les jeunes des cités que les jeunes des campagnes, les jeunes des facs comme les jeunes des centres d'apprentis, les jeunes des grandes écoles comme ceux des écoles de la deuxième chance. Tout le défi, pour eux, est de « faire génération », de répondre à une question comme « qu'est-ce qui identifie la jeunesse actuelle ? » Ils sont les seuls à pouvoir le dire, pourvu qu'on ne les cantonne pas, qu'ils ne se cantonnent pas, à un statut de victimes. La société pourrait mettre à leurs pieds toutes les merveilles du monde, il n'en sortira rien si les jeunes ne disent pas comment ils voient leur époque et quel avenir ils veulent. C'est une injonction à la mobilisation qu'exprime également ce sondage, qui m'évoque la phrase de Kennedy : « Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays. » C'est par l'engagement qu'ils le feront. C'est ce qu'a fait la jeunesse arabe, sans demander l'autorisation à personne. Ou la jeunesse américaine en se mobilisant massivement pour Barack Obama. La jeunesse, c'est toujours une eau qui dort : il faut toujours y prêter attention.

→ TÉMOIGNAGES : TROIS JEUNES RÉAGISSENT À L'ENQUÊTE



DONNER SA CHANCE À LA JEUNESSE

→ GUILLAUME CASSAGNE

26 ans, jeune accompagné par la mission locale de l'Afev Bordeaux

Je suis sorti tôt du cursus général et ai commencé à travailler à 13 ans, dans les vignes, puis dans le commerce du vin. J'ai aussi connu une période de chômage, assez traumatisante. Aujourd'hui, je suis en formation d'adulte.

Il y a des jeunes qui profitent du système et d'autres qui sont compétents, motivés, volontaires. Mais les Français ne voient que les premiers. Pour les générations d'au-dessus, les jeunes n'ont pas de boulot stable, ils ne font rien, ne construisent rien. Pourtant, il faut voir comme ils nous traitent : ils ne nous donnent pas notre chance. Ce qui me choque par-dessus tout, c'est que les mentalités ne changent pas vraiment. Aux jeunes, on ne propose que des logements minables et des emplois mal payés. Beaucoup d'étudiants doivent

cumuler deux jobs, en plus de leurs études, pour joindre les deux bouts. Prenons un cas concret : un étudiant en droit postule pour un premier emploi à un cabinet d'avocats, et on lui demande s'il dispose d'une expérience professionnelle. Bien sûr que non. Mais si les employeurs ne m'embauche pas, comment espèrent-ils que j'acquière une expérience professionnelle ? De la même façon, la plupart des jeunes ne sont pas préparés aux entretiens d'embauche : c'est le casse-pipes assuré.

Le gouvernement doit ouvrir les yeux, et c'est pour ça qu'on tape frénétiquement du poing sur la table. Les manifestations d'étudiants, par exemple, c'est une très bonne chose. Le jeune, aujourd'hui, il n'a pas terminé ses études qu'il en a déjà lourd sur les épaules.



LES PARENTS S'INQUIÈTENT POUR LEURS ENFANTS, LES JEUNES POUR LEUR AVENIR.

→ JUSTINE DELAUNOIS

18 ans, étudiante à l'IEP Paris, membre du Comité jeunes de l'ANACEJ

Quand on regarde la télévision, qu'on lit les journaux, la seule image qu'on perçoit des jeunes est négative. Les clichés sont nombreux et les actions positives rarement mises en avant.

Personne ne semble être au courant de l'action des Conseils de jeunes [composés de jeunes de 7 à 16 ans, volontaires ou élus, coordonnés en général par des élus locaux, à l'échelle d'une ville, d'un département ou d'une région], ou du G8 des jeunes... Avec la crise, on parle beaucoup de la position catastrophique des jeunes. La situation étant critique,

les gens veulent mettre la jeunesse au centre des débats, c'est normal. Les parents s'inquiètent pour leurs enfants, les jeunes s'inquiètent pour leur avenir.

Normalement, c'est nous qui devons renouveler l'emploi, la société civile – or, en l'état, les choses paraissent assez compromises. C'est d'ailleurs pour cela que les sondés soulignent notre mérite et notre courage : pour nos parents, nos grands-parents, il apparaît que la situation s'est clairement durcie, l'avenir paraît menaçant.



UNE LARGE MAJORITÉ DE LA JEUNESSE FAIT PREUVE DE COURAGE

→ OLOV OSKARSSON

Président des Conseils et organisations de jeunesse de l'Assemblée des régions d'Europe (ARE)

Entre pays d'Europe, la différence de perception des jeunes, selon leur origine sociale ou géographique, est particulièrement alarmante. Dans un pays comme la France, qui se remet mieux de la crise économique et financière que certains de ses voisins, il est surprenant de constater cet écart. Si des banlieues urbaines ont particulièrement souffert de la crise économique, certaines zones rurales ont également été frappées.

Dire que la jeunesse est irrespectueuse constitue une réelle erreur de jugement : si certains de ses éléments se montrent irrespectueux, comme il en existe dans toutes les tranches de population, nous devrions plutôt considérer ceux qui respectent les règles, et font fièrement et courageusement face aux difficultés. Une minorité se rebelle

contre la société, mais une large majorité fait preuve de courage. Nous devons garder à l'esprit que les jeunes européens – y compris Français – sont confrontés à une situation difficile : le chômage des jeunes de moins de 25 ans a atteint son niveau record – 21%. Tous se heurtent aux mêmes problèmes : des contrats temporaires, des stages non- ou mal-payés, un déséquilibre dans l'offre et la demande de compétences. Certains jeunes finissent par penser que disposer d'un emploi stable ne constitue plus un standard social. Or dans nos sociétés vieillissantes, sécuriser le futur de la jeunesse européenne revient à sécuriser le futur de toute l'Europe.

POURUIVRE LE DÉBAT AVEC L'AFEV



ELISE RENAUDIN, DIRECTRICE DÉLÉGUÉE ET
CHRISTOPHE PARIS, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AFEV



libres et égaux en dignité et en droits », le fait d'être issu d'un milieu modeste, d'habiter et d'être scolarisé dans un quartier populaire où se concentrent les difficultés sociales et économiques, constitue un réel handicap.

Cette tension entre la poursuite d'un idéal, si généreux soit-il, et l'âpre réalité vécue par certains de nos concitoyens, met en danger le contrat social, comme nous en alerte la défiance marquée des Français à l'égard de la classe politique. Les événements récents dans les pays arabes, dans lesquels les jeunes ont joué un rôle de premier plan - soutenus par des technologies leur permettant d'exprimer, de partager leurs opinions et de se mobiliser en masse contre des régimes dont l'autorité était devenue illégitime -, sont significatifs de l'évolution de nos modèles sociétaux. Dans un tout autre contexte, en France aussi le rapport à l'autorité se transforme : celle-ci ne se décrète plus, mais se gagne. Ainsi, la notion de respect, entendue comme une reconnaissance de l'autre, est centrale dans les valeurs mises en avant par les jeunes. Dans le même temps, une proportion significative des Français interrogés dans notre enquête affirme que l'irrespect des règles constitue l'une des causes majeures du regard négatif qu'ils portent sur les jeunes.

Alors, quand six Français sur dix affirment poser un regard négatif sur les jeunes issus des quartiers populaires, c'est une double peine sociale qui se fait jour. Mis en difficulté dans

leur parcours d'insertion sociale et professionnelle, ces jeunes font l'apprentissage difficile du creusement des inégalités, et d'une défiance grandissante à leur égard. Égalité, fraternité, ce sont les fondements même de notre société qui s'effritent. L'évolution récente de certaines politiques publiques en direction des jeunes prennent progressivement en compte cette nouvelle réalité. Elles ne cantonnent plus uniquement les questions de jeunesse aux sports et aux loisirs, mais tentent d'apporter des réponses spécifiques aux difficultés rencontrées par de nombreux jeunes - et parmi eux, en première ligne, ceux issus des milieux défavorisés - dans l'accès à l'éducation, à la santé, au logement et à l'emploi. Aujourd'hui, au vu de l'urgence de la situation, il est nécessaire d'aller plus loin et de faire de cette question des inégalités le nouveau paradigme des politiques jeunesse.

La quasi-unanimité des Français considère que les enjeux liés à la jeunesse doivent constituer l'une des priorités des prochaines présidentielles. C'est une bonne nouvelle ! Espérons qu'elle amènera les candidats à inscrire ces questions à l'agenda politique, et à ne plus seulement considérer la jeunesse comme l'avenir, mais comme le présent. Une politique ambitieuse, pour et avec les jeunes, ne pourra se construire sans faire confiance à ces derniers, sans leur donner des moyens adaptés de participer activement à la vie de la société et sans oeuvrer à une réelle égalité des droits.

Chiffres

ENQUÊTE EXCLUSIVE

« LES FRANÇAIS ET LES JEUNES »

Effectuée en janvier 2011 par téléphone auprès d'un panel représentatif de la population française de 1000 personnes. Réalisée pour l'Afev par Audirep, en partenariat avec la Fondation BNP Paribas.

73% des Français ont une image « positive » de la jeunesse. Parmi eux, ils sont nombreux à souligner spontanément « le courage et le mérite » de cette jeunesse, confrontée à une situation particulièrement délicate. En revanche, parmi le quart de ceux qui en ont une image négative, près d'un sur quatre estime que les jeunes « sont irrespectueux des règles et envers les autres ».

Neuf sondés sur dix considèrent les jeunes comme « un atout pour la société ». Plus de trois quarts d'entre eux les estiment « créatifs et inventifs » (81%), susceptibles de « s'adapter facilement » (77%). Plus préoccupant, 63% pensent qu'ils sont irrespectueux des règles, et près d'un sur deux les jugent irresponsables dans leur comportement, ou peu investis dans la vie sociale et locale (46%).

Les Français ne sont que 39% à avoir une image « positive » de la jeunesse issue des quartiers populaires. Là encore, ceux qui les défendent soulignent à 26% « leur courage et leur mérite », tandis que ceux qui s'en méfient sont 24% à les considérer comme des « délinquants », et autant à appuyer leur sévère jugement sur « l'image négative délivrée par les médias. » 85% des personnes interrogées déclarent que « les inégalités sociales se sont creusées, ces dernières années, entre les jeunes ». Le constat de ces inégalités est associé à l'idée que la réussite des jeunes dépend « de leurs efforts pour surmonter les difficultés » (88%), mais aussi à des conditions extérieures comme « l'origine sociale » (68%), « leur établissement scolaire » et, moins attendu, « leur lieu d'habitation » (64%).

A BOBIGNY, UN PONT ENTRE L'IUT ET LE QUARTIER

À LA DEMANDE DE L'ÉTABLISSEMENT UNIVERSITAIRE, L'AFEV ASSURE L'ANIMATION DU NOUVEAU FOYER ÉTUDIANT. AVEC L'ESPOIR DE CRÉER DES LIENS ENTRE LE CAMPUS ET LA VILLE.



Le 20 janvier 2011, le nouveau foyer étudiant de l'IUT de Bobigny a ouvert ses portes. Un pot d'inauguration mêlant étudiants et personnels de l'établissement a permis de fêter une grande première pour l'Afev : la gestion au quotidien d'un foyer étudiant.

DES ÉTUDIANTS DE PASSAGE ?

Pour l'équipe de l'IUT de Bobigny, emmenée par son directeur Daniel Verba, la décision de confier le foyer à l'association est partie du constat que beaucoup d'étudiants ne faisaient que de passer sur l'IUT, ne cherchant pas à connaître la ville et les

quartiers entourant le campus. Si l'établissement disposait déjà d'un service culturel actif, l'absence d'un lieu convivial restait le principal écueil à l'animation de l'établissement - un enjeu important quand on sait qu'une résidence universitaire de 1000 places doit voir le jour d'ici 2014. En confiant à l'Afev la gestion, l'organisation et l'animation du tout nouveau foyer, le but était certes de proposer des animations attractives aux étudiants, mais pas seulement.

« Le souhait de la direction était également de créer du lien entre l'IUT et le quartier voisin Pont de Pierre, explique Jennifer Renaudin, chargée de développement local de l'Afev à Bobigny. Il avait déjà été décidé d'organiser l'accompagnement individuel de jeunes du quartier sur le site de l'IUT, désormais une action "Tous acteurs des quartiers" aura désormais lieu directement au sein du foyer. Les initiatives des jeunes et des bénévoles seront donc valorisées dans l'enceinte même de l'IUT. »

Si l'organisation de ces événements doit dynamiser la vie étudiante, elle vise aussi à favoriser les échanges entre les étudiants de filières différentes, qui n'ont pas l'occasion de se côtoyer au sein de l'établissement. L'Afev propose aussi des animations

plus classiques pour le foyer : expos photos, tournois de tennis de table ou de baby foot, concerts une fois par mois... Un coin détente et un coin repas ont été aménagés, et un piano y est mis à disposition des étudiants.

CULTURE, UN TRAVAIL AVEC LES STRUCTURES LOCALES

En deux mois, près de 300 étudiants avaient déjà profité de la nouvelle structure. Quand un concours ou un tournoi est organisé, les récompenses sont des places dans deux structures culturelles de la ville, le Magic Cinema et Canal 93. Un choix qui, là encore, vise à « créer un lien entre les étudiants et la ville où ils étudient, en faisant découvrir ces lieux aux étudiants qui ne connaissent pas la ville de Bobigny et en leur montrant que la culture est accessible à quelques pas de leur campus », explique Jennifer Renaudin. La responsable locale de l'Afev précise : « Nous cherchons également à faire changer le regard des étudiants sur Bobigny. Notre espoir : qu'ils s'approprient les lieux ressources de la ville. »

MESSAD AIT HADI

→ INITIATIVE

LE HANDICAP, ILS EN PARLENT

CERTAINS SONT INVALIDES, D'AUTRES NON : DES JEUNES DE MÉRIGNAC S'EXPRIMENT ENSEMBLE SUR LES DISCRIMINATIONS LIÉES AU HANDICAP.

Depuis quatre ans, l'Afev organise dans des collèges de l'agglomération bordelaise des ateliers "Tous acteurs des quartiers" (TAQ) où les jeunes réfléchissent et s'expriment sur les discriminations. Depuis 2010, une classe de huit élèves du collège Bourran (Mérignac) participe à ces ateliers. Sa particularité : il s'agit d'une classe ULIS (Unités Localisées pour l'Intégration Scolaire) qui regroupe des élèves en situation de handicap ou de maladies invalidantes, qui partagent leur temps scolaire entre des heures de cours intégrées aux autres classes, et leur propre salle de cours où ils disposent d'un encadrement renforcé.

Si c'est sur le handicap que ces huit jeunes ont axé leur atelier, l'idée s'est imposée d'y associer un autre groupe TAQ du même collège. Une expo photos commune a été organisée : chaque groupe a d'abord photographié les obstacles que pourrait rencontrer une personne en fauteuil roulant dans l'enceinte du collège. Puis il leur a été demandé de trouver pour chaque photo quel était le problème et la solution envisageable. Enfin une séance commune a été organisée avec l'autre groupe afin qu'ils puissent comparer leur travail et

leurs points de vue. « Ainsi, nous avons pu les faire travailler sur l'expression orale, l'écriture et le traitement de texte ou encore les activités manuelles, le tout dans la mixité avec les autres élèves », explique Marie Chaudières, déléguée territoriale de l'Afev à Bordeaux.

UN TRAVAIL PRÉSENTÉ AUX FAMILLES DU QUARTIER

Les deux groupes ont prolongé l'aventure en jouant des saynètes, filmées et présentées en fin d'année scolaire lors de la journée du collège. Les vidéos ont aussi été projetées lors de la Fête des solidarités locales organisée à Bordeaux et Mérignac, en présence des familles, pour montrer à tous que, en situation de handicap ou non, les jeunes du quartier pouvaient réfléchir et s'exprimer sur une problématique majeure dans la lutte contre les discriminations.

MARIE CHAUDIERE ET L'ÉQUIPE DE L'AFEV BORDEAUX



ESPACE D'EXPRESSION LIBRE

Ecole libérale, école libérée ?

Le libéralisme est un dogmatisme féroce, plus redoutable encore que d'autres puisqu'il ne dit pas son nom.

Il se présente modestement comme un éloge de la liberté et du pragmatisme. Il se veut avant tout moderne, par opposition à une France rétrograde qu'il est urgent de réformer, en particulier lorsqu'elle revendique une culture du service public. Ainsi, dans l'Education nationale comme ailleurs, heureusement dira-t-on, les temps changent...

Projetons-nous donc un peu dans l'avenir, pour un scénario encore impensable il y a dix ans. Dans un petit potat local appelé établissement scolaire (école, collège ou lycée), le chef est le patron d'une entreprise indépendante et soumise à la concurrence. Libéré des scléroses du passé, l'établissement est autonome. N'y voyez pas trop vite une incitation à l'effervescence pédagogique : il s'agit avant tout de promouvoir une logique managériale. Contre le nivellement qu'imposent les illusions de l'égalité, voici enfin le règne de la différenciation ! Ainsi les élèves sont-ils des individus libres : ils peuvent choisir leur établissement (fin de la carte scolaire, début des listes d'attente), comparer les prestations, les résultats aux examens, les options et voyages proposés. Les meilleurs pourront ainsi quitter les ZEP et prétendre à l'excellence. Quant aux autres, on ne leur proposera plus de redoubler (trop cher), on « valorisera » la filière professionnelle dès la 4ème, on leur coupera les allocs s'ils sont absentéistes et on les enverra en rase campagne s'ils sont multi-récidivistes. Tout le monde a le droit à la différence, après tout.

Chez les profs aussi, à bas le système figé de l'ancienneté et de l'uniformisation des salaires : vive la singularité, vive la liberté des meilleurs ! Une culture du résultat permet ainsi de stimuler chacun et beaucoup ne sont pas si mécontents de pouvoir enfin parler chiffres. Le prof est noté, évalué, inspecté et bientôt recruté par le chef d'établissement à qui, du même coup, il ne peut dire que oui. Bien sûr, il enseigne dans des classes bondées, mais s'il est malin et résistant, il peut aussi arrondir ses fins de mois avec des stages pendant les vacances, de l'accompagnement, des missions en tous genres qui lui donneront enfin le statut de cadre qu'il réclame depuis si longtemps. Abreuvé d'heures supplémentaires agréablement défiscalisées, le prof n'a jamais été aussi bien payé, alors pourquoi irait-il réclamer des postes, crier à la justice sociale, défendre ses collègues précaires, critiquer l'institution qui peut le mettre au placard ? Chacun a enfin ce qu'il mérite. L'intoxication libérale a fait du bon travail.

On me dira pessimiste et dangereusement passéiste. Mais je crains d'avoir un jour à regretter l'époque où j'étais tout simplement fonctionnaire, payée comme mon voisin, contrainte d'accueillir tous les élèves, sur tous les territoires, tels qu'ils se présentaient à moi dans l'Ecole de la République.



Cette tribune libre a été écrite par **NATHALIE BROUX**, professeure au lycée Jacques-Feyder à Épinay-sur-Seine (93)

→ INITIATIVES

KAP'S OU PAS KAP' ?

L'Afev a signé le 22 mars à Toulouse une convention avec la BNP Paribas dans le cadre de l'Inauguration officielle des « Koloc' à Projets solidaires » (KAPS). La banque apporte à l'Afev une aide décisive dans la mise en oeuvre du projet en participant à hauteur de 150 000 euros à un fonds de garantie : les étudiants concernés bénéficieront gratuitement d'une caution pour accéder à leur location, qu'ils soient clients ou non de BNP Paribas.

→ <http://www.bnpparibas.com>

AFEV S'ÉCRIT AUSSI EN CATALAN

L'antenne de l'Afev à Barcelone fonctionne depuis maintenant plus de 3 ans. Afin de renforcer son ancrage local, elle vient de se doter d'une version catalane de notre journal « Volontaires ! », intitulée « El crit ! del compromís social ». Le premier numéro traite notamment de la responsabilité sociale des universités.

→ <http://www.afev.org/> (espace Volontaires !)

2011, ANNÉE EUROPÉENNE DU BÉNÉVOLAT ET DU VOLONTARIAT

L'Union européenne met le bénévolat et le volontariat en vedette tout au long de l'année 2011. Une caravane fera le tour des capitales des Etats membres afin de faire connaître les possibilités d'agir et permettre une meilleure reconnaissance des différentes formes d'engagement. Il s'agira également de promouvoir la dimension européenne de l'engagement bénévole et volontaire. En France, le lancement des festivités est prévu le 7 février.

L'Afev s'associe à ces célébrations à travers différentes initiatives parmi lesquelles, une campagne de valorisation du bénévolat auprès des recruteurs, en partenariat avec le Comité National Olympique et Sportif, la Croix Rouge et les Scouts et Guides de France. L'Afev s'attachera également à favoriser une meilleure reconnaissance du bénévolat dans les cursus universitaires, laquelle concerne actuellement près d'un quart des étudiants impliqués.

→ <http://europa.eu/volunteering/fr>

Hypertexte

Renaissance du projet européen

A l'heure où la crise financière mondiale laisse planer des interrogations concernant l'équilibre économique de notre planète. Au moment où les pays arabes paraissent prendre leur destin en main, le dernier ouvrage de Philippe Herzog nous propose une riche contribution sur la nécessité que l'Europe se dote d'un véritable projet politique.

Au-delà des convictions que nous avons tous sur la construction européenne, ce livre traite en profondeur la question de la démocratie. Le sujet est d'actualité tant il est au cœur des mobilisations populaires au Moyen et au Proche-Orient. Il résonne également à l'échelle du Vieux continent où le territoire semble échapper au politique. L'ensemble de ces phénomènes alimente la crise d'identité et de



civilisation que traversent bon nombre de nations européennes. L'auteur, qui étaye son propos de références culturelles, historiques et philosophiques, appelle à une véritable renaissance du projet européen. Cette perspective paraît incontournable pour affronter les défis contemporains au niveau de notre

pays mais aussi à l'échelle internationale.

La tâche n'est pas aisée car les situations de crises génèrent des demandes fortes de proximité et de repli identitaire. Pour cela, Philippe Herzog propose de nouveaux modes de gouvernance destinés à rapprocher les élites des populations européennes. Il considère que la renaissance de l'éducation contribuera à la renaissance de l'Europe. Dans le domaine économique, il préconise notamment de réinventer des biens publics européens. Souvent à contre-courant de la morosité et du pessimisme ambiant, ce livre a le mérite de développer une analyse de fond et de formaliser de nouvelles utopies pour l'Europe. Celles-ci imposent l'émergence d'un universalisme qui reconnait le pluralisme culturelle et l'individu. C'est à ce prix que pourra s'exprimer « l'éthique de l'altérité » dont rêve Philippe Herzog.

Philippe Herzog

Une tâche infinie / Editions du Rocher - 2010



JÉRÔME STURLA



→ PARTOUT EN FRANCE D'AVRIL À JUIN

→ PLUS DE 40 ÉVÈNEMENTS POUR VALORISER LA JEUNESSE COMME UNE RESSOURCE

→ UN APPEL À L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE DE TOUS...

→ LA PUBLICATION DU RAPPORT ANNUEL DE L'OBSERVATOIRE DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE.

WWW.FETEDESSOLIDARITES.ORG

afev **



QUELQUES PHOTOS DES FÊTES DES SOLIDARITES LOCALES PASSÉES... EN 2011, ON VOUS ATTEND !

VOLONTAIRES ! N°26 | AVRIL-MAI 2011

Publié par l'Afev - 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris - Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : pole.national@afev.org - **Directrice de la publication** : Anne Korobelnik - **Coordination, rédaction, réalisation** : Messad Ait Hadi, Nathalie Broux, Marie Chaudière, Magali De Exposito, Nicolas Delesque, Paul Falzon-Monferran, Eunice Mangado-Lunetta, Christophe Paris, Elise Renaudin, Jérôme Sturla, et Tanguy Tollet - **Crédits photographiques** : D.R - **Conception Graphique** : Génaro Studio (Lyon) - **Maquette/PAO** : Claire Notelaers - **Impression** : Rotimpres - www.rotimpres.com - ISSN 17654408